



Bulletin d'information trimestriel

N°6 - Juin / Juillet / Août 2016



Rapport d'activités

Dans ce numéro :

- République démocratique du Congo 2
- Burkina Faso 7
- Cameroun 9
- Sénégal 10
- Burundi 12
- Belgique 14
- Chiffres 15

En 2015, pour sa première année d'existence sous ce nouveau nom, ULB-Coopération a poursuivi la mise en œuvre des projets initiés par le CEMUBAC et le SLCD.

Grâce à ces projets, 22.000 utilisateurs ont eu accès à l'électricité dans quatre communes rurales du Burkina. 6.000 hectares de forêts ont été aménagés et protégés, produisant 300 tonnes de produits transformés localement. Au Burundi, 500 hommes et femmes ont été formés à la production de semences de pomme de terre. Une filière d'exploitation de sous-produits des palmiers à raphia a été renforcée. La formation des personnels en gynécologie-obstétrique au Kivu (RDC), en collaboration avec Érasme-Coopération, a permis une diminution remarquable du taux de césarienne dans la province. 3.500 familles d'agriculteurs congolais ont vu leurs revenus s'améliorer par l'augmentation des superficies agricoles et la fertilisation des sols. Les pages qui suivent détaillent ces résultats et d'autres encore.

Ces résultats remarquables sont à mettre d'abord au crédit des hommes et des femmes qui œuvrent sur le terrain dans des conditions souvent difficiles. En 2015, nous retiendrons particulièrement la grave crise que traverse encore aujourd'hui le Burundi mais aussi un environnement de plus en plus difficile en RDC. Par ailleurs, il faut souligner le travail remarquable de notre nouvelle équipe qui a réussi à mener de front les activités permettant le rapprochement des ONG fondatrices, les activités imposées par la réforme menée par le Ministre de la Coopération et les activités de gestion quotidienne des projets.

Au siège, 2015 a été l'année de la concrétisation de la nouvelle structure. Les équipes ont fédéré leurs efforts pour ne faire plus qu'une. Une part importante de l'année a été consacrée à la préparation de la réforme dictée par le Ministre et son administration et à la mise en place d'un processus qualité. Les efforts consentis ont été récompensés par l'obtention de l'agrément ONG décennal délivré par le Ministre de la Coopération et par le passage avec succès du premier niveau du processus qualité.

Pour tout cela et pour le reste, que vous découvrirez dans cette newsletter, merci à tous.

Alain Wodon, Directeur

République démocratique du Congo

En 2015, les activités en RDC d'ULB-Coopération étaient concentrées sur **5 projets Santé** et **4 projets de Gestion des territoires et des ressources**.

Santé

Partenaires :

Les partenaires locaux sont des structures publiques, en partenariat fructueux avec ULB-Coopération depuis plusieurs années : la Division provinciale de la santé (DPS) et les Zones de santé de Kintambo et Kirotshe.

Appui au système de santé en province de Kinshasa et au Nord-Kivu

Le projet contribue à améliorer la **qualité** et l'**accessibilité** de l'offre de soins dans les zones de santé de Kintambo (Kinshasa) et de Kirotshe (Nord-Kivu). L'action concerne aussi les deux Divisions Provinciales de la santé dans lesquelles une réforme structurelle se met en place. Ces équipes provinciales sont accompagnées dans leurs tâches d'encadrement des zones de santé.

À Kintambo, des prestataires privés entrent en dialogue avec les services publics pour réaliser des actions en commun (vaccinations, consultations prénatales) et pour s'entendre sur la mise en place progressive d'un système de référence vers l'hôpital en cas de besoin. Dans l'hôpital de Kintambo, avec le concours d'AEDES, l'équipe de direction met en place des soins de pédiatrie [...] qualité.

À Kirotshe, utilisant des approches de recherche-action, l'équipe de la zone de santé a travaillé sur l'organisation de centres de santé, des audits cliques à l'hôpital et la mise en place progressive d'une instance de dialogue entre les usagers et les personnels de l'hôpital. Un gros

travail a aussi concerné le dispositif d'approvisionnement et la gestion des médicaments.

Groupes cibles : plus de 10 millions d'habitants.

Budget total : **1.703.804 euros** dont **612.000 euros** en 2015

Bailleurs : DGD, AEDES, Oxfam-Novib

Formation clinique au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri (projet financé par l'UE)

Ce projet vise à l'amélioration des soins de santé aux victimes de violences sexuelles dans l'Est de la République Démocratique du Congo - Formations cliniques des prestataires des soins.

Groupes cibles : 3,5 millions d'utilisateurs.

Budget : **1.864.000 euros** en 08/2013-11/2015 — et **1.413.000 euros** en 06/2014-12/2016

Bailleur : UE



Salle d'opération, RDC



Village d'accueil (maternité d'attente) à Kirotshe, Nord-Kivu

Ce projet a permis la construction d'un **bâtiment** vaste (300 m²) et clair pour accueillir 20 à 25 **femmes enceintes** qui présentent un risque de complication à l'accouchement. Elles y sont accueillies au 8^e mois de leur grossesse. Hébergées ainsi dans l'enceinte de l'hôpital, tout est mis en œuvre pour les assister lorsque l'accouchement se déclenche.

Groupes cibles : 3,5 millions d'utilisateurs.

Budget : 58.000 € en 2015

Bailleurs : Loterie Nationale, UE

Amélioration de la santé reproductive dans la zone de Kirotshe

Ce projet, autour d'une thématique pionnière au Nord-Kivu, a concrétisé des activités visant la promotion du **droit à la santé sexuelle et reproductive**, en particulier chez les jeunes et les adolescents. Les outils, adaptés au public cible, ont été une campagne Bip-appel, une page web, des comptes Twitter et Facebook ad hoc.

Des activités de **planning familial** (sensibilisation, formation, activités dans les centres de santé) ont aussi été organisées dans la ZS de Kirotshe où le taux de couverture contraceptive est passé de 0,8 % en 2013 à 5 % en 2014.

Groupes cibles : 3,5 millions d'utilisateurs.

Budget : 65.000 € en 2015

Bailleurs : Oxfam-Novib

Satisfactions

Les médecins et les sages-femmes formés à **Goma** à la conduite des accouchements, à la prise en charge des complications et à la réparation des fistules sont rentrés dans leurs hôpitaux de zones de santé (25 hôpitaux répartis sur le Sud et le Nord Kivu ainsi qu'en Ituri). En quelques semaines, une dizaine de complications gynécologiques graves ont été traitées et tout est en place pour que cela se poursuive dans ces hôpitaux de ZS plutôt que dans les chefs-lieux de province exclusivement. Un réseau de conseil et de soutien s'est mis en place entre les personnes qui ont travaillé ensemble lors de la formation à Goma. Les équipements fournis et les réhabilitations des services de gynécologie-obstétrique se sont très rapidement révélées utiles.

Dans la foulée, une dynamique très positive s'est mise en marche au Nord-Kivu, suite au travail des formateurs des hôpitaux de Goma et de notre équipe ULB-Coopération. Les autorités de la province ont impulsé une réforme en profondeur du fonctionnement de l'hôpital provincial. Cet établissement est entièrement rétabli dans ses fonctions d'hôpital qui réunit les spécialités essentielles (chirurgie générale, orthopédie, gynécologie et obstétrique, pédiatrie et médecine interne) et



Médecins formés à l'hôpital provincial du Nord-Kivu, RDC

aussi de lieu privilégié de formation clinique pour les personnels de santé de la périphérie.

À **Kirosthe**, toujours au Nord-Kivu, deux processus approfondis de recherche-action ont permis aux personnels des centres de santé et de l'hôpital de travailler de manière plus rationnelle, en se soumettant aux règles de la guidance scientifique. Les audits cliniques, l'organisation interne du travail, de l'hygiène et de la qualité des soins dans le centre de santé de Shasha ont été rationalisés.

À **Kintambo**, une des zones de santé de la ville de Kinshasa, des prestataires privés entrent en dialogue avec les services publics pour réaliser des actions en commun (vaccinations, consultations prénatales) et pour s'entendre sur la mise en place progressive d'un système de référence vers l'hôpital en cas de besoin. Dans l'hôpital de Kintambo, après une longue phase de préparation, l'équipe de direction met en place les soins de pédiatrie sous forme de filière, avec un paiement forfaitaire spécifique, ce qui rend les soins beaucoup plus accessibles et de bien meilleure qualité.

Difficultés rencontrées

En santé, **au Kivu**, les difficultés liées à l'insécurité persistent. On a même connu des rapt de médecins et nos collègues congolais se sont tous mobilisés pour réunir des rançons exorbitantes. Rien n'est entrepris pour lutter contre le banditisme ni pour couper la route une bonne fois pour toutes aux groupes armés. L'impunité continue de s'installer. Ainsi, la rigueur qu'il faut pour travailler en santé n'est pas toujours possible.

À **Kinshasa**, des responsables de la santé au niveau provincial agissent en leur nom propre dans les hôpitaux, favorisent certains personnels, promettent des soins ou disposent des ressources publiques. C'est délicat parce que nos collaborateurs, s'ils s'en plaignent, sont mis aussitôt à l'écart.

Perspectives

Notre plus grand défi est de **soutenir les acteurs de changement**. Ce soutien fait partie de notre mission. Cela demande de rester fin et vigilant. Dans un environnement peu scrupuleux, on ne peut pas soutenir explicitement des individus sans que ceux-ci ne soient menacés ou évincés à notre insu.

En RDC, les perspectives d'amélioration en matière de santé sont très encourageantes. ULB-Coopération va bénéficier d'un contrat de subvention de l'Union Européenne qui lancera, en janvier 2017, sa 11^{ème} tranche de soutien aux pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Nous allons ainsi travailler avec une enveloppe conséquente de 12,6 M€ sur 5 ans qui va entrer en cofinancement croisé avec le projet DGD et son budget de 3,5 M€ environ sur 5 ans. Il s'agira de travailler au Nord-Kivu sur la qualité des soins dans les hôpitaux et centres de santé d'une dizaine de zones de santé. Deux parmi elles seront des **zones d'apprentissage et recherche** dans lesquelles nous pourrions investir tout notre savoir-faire en clinique, en pédagogie, information sanitaire, gestion hospitalière, médicaments et systèmes de financement. Un des enjeux est de préparer ces centres de santé et ces hôpitaux à pouvoir recevoir des subventions pour les soins donnés, de la

part d'organisation de tiers payant, un peu à l'image de l'INAMI et des mutuelles chez nous.

Success story

En 2015, **l'achèvement du premier projet de formation** des personnels de santé en gynécologie-obstétrique au Kivu a été l'un des projets les plus importants en terme de santé car, il s'agit de la première partie (1,8 M€) d'un projet orienté au départ sur la **lutte contre les violences sexuelles** et la réparation des pathologies post traumatiques graves en gynécologie, comme les fistules vésico ou recto vaginales. Ce projet a pu atteindre ses **objectifs** en agissant sur les problèmes de gynécologie-obstétrique en général, dont la conduite sécurisée des accouchements et des interventions gynécologiques courantes. Ainsi, **12 zones de santé** sont concernées : les **150** centres de santé et les **12** hôpitaux de ces zones, **24** médecins, et parmi eux, 8 qui ont été formés aux techniques de réparation les plus avancées dans les hôpitaux Heal Africa de Goma et Panzi de Bukavu. Ce projet fut l'occasion de travailler en étroite collaboration avec Érasme Coopération tout juste créée.

Gestion des territoires & des ressources

Localisations & partenaires :

ULB-Coopération soutient les actions de plusieurs associations congolaises : Avec ADIKIS-Terroir, dans la périphérie de Kisangani (Province Orientale), sur des terroirs villageois situés en périphérie directe et lointaine de cette ville (10 à 80 km) ; Avec la CCDS, sur des terroirs situés en périphérie directe de la ville de Kisantu (10 à 30 km), et avec le GI-Agro, sur les plateaux Batéké dans la périphérie du Puits de carbone Ibi-Batéké (100 km de Kinshasa, Ville-province de Kinshasa), et dans le sud du Territoire de Kwamouth (entre Kinshasa et Bandundu-ville, Province du Maï Ndombe).

Dans chacune de nos zones d'activités, nos partenaires travaillent à l'amélioration des systèmes de production dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de l'exploitation du bois d'œuvre et d'énergie. Leurs actions ont pour but d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des ménages ciblés en leur proposant des techniques innovantes basées sur une gestion durable des ressources naturelles. Un accent particulier est mis sur la sécurisation foncière.

En 2015, grâce aux actions des populations et des partenaires, les rendements agricoles ont été augmentés, les organisations paysannes ont été encadrées et des accès aux terres ont également pu être sécurisés.

De manière transversale, Miel Maya Honing, le WWF-Belgique et le SLCD collaborent pour assurer le finan-

cement et le suivi du projet « Synergie Apiculture au Congo », qui vise la professionnalisation de l'apiculture en renforcement d'actions de reboisement/lutte contre la déforestation, sur 3 sites :

- Dans la zone tampon de la Réserve de Luki, avec la coopérative des apiculteurs du Mayombé (COAPMA) ;
- Dans la région de Kisantu : d'une part, à Mbanza-Ngungu, avec la plateforme des apiculteurs des Cataractes (PLAAC), et d'autre part dans plusieurs zones de santé limitrophes à la ville de Kisantu, en appui aux activités apicoles développées par la CCDS (Coordination Caritas Développement Sante - partenaire actuel du SLCD)
- Sur le site « Puits de Carbone Ibi-Batéké » (Ibi-Village) et dans les hameaux de la périphérie du site, avec le GI-AGRO (Groupement d'Initiatives pour l'Agroforesterie en Afrique).

Groupes cibles : 3.340 ménages, 23.000 bénéficiaires

Budget total : 1.512.735 euros dont 626.423 euros en 2015

Bailleurs : DGD, CNCD, Ville de Bruxelles, Rotary et SMEL asbl

Satisfactions

L'objectif de notre programme DGD en RDC est de concilier protection de l'environnement, augmentation des productions agricoles et sécurisation foncière. Les activités menées en 2015 visant à augmenter les rendements agricoles ont porté leurs fruits. Les organisations paysannes ont été encadrées sur l'ensemble des sites pour leur permettre de prendre une part active à la planification des interventions de développement par le biais d'outils participatifs, aujourd'hui bien appropriés. De plus, cette démarche a permis de sécuriser des terrains agricoles, ce qui a favorisé l'adoption de systèmes agroforestiers et d'autres techniques durables par les producteurs. Les activités apicoles ont également participé au maintien des zones de reboisement et de forêts naturelles.



Difficultés rencontrées

L'amélioration du niveau de vie des agriculteurs bénéficiaires du programme en RDC devait être mesurée au niveau de leurs revenus. Une partie de nos partenaires éprouvent cependant de sérieuses **difficultés** à le mesurer selon une méthodologie objective et constante.

Perspectives

Le défi pour la gestion des territoires, consistera à mener des études et des évaluations permettant de comprendre dans quelle mesure le programme a eu l'effet positif escompté. À Kisantu, le partenaire CCDS souhaite comprendre dans quelle mesure les **systèmes de cultures** introduits sont **performants** du point de vue technique et économique (revenu net, déduit des charges d'exploitation et d'amortissement). Une **expertise externe** sera engagée entre juillet et octobre 2016 en collaboration avec l'ULB. Dans le même sens, un appui a été demandé sur les Plateaux Batéké, afin de mesurer l'effet de **l'agroforesterie** (Manioc et Acacia) sur le revenu des ménages dans les zones d'interventions qui seront reprises dans le futur programme (Sud-Kwamouth).

Les stratégies d'appui à la **commercialisation** des productions agricoles méritent d'être analysées et améliorées. Ceci sera développé en utilisant une « **approche par filière** », méthode qui prévoit un diagnostic des contraintes rencontrées par les acteurs concernés (producteurs, acheteur de premier niveau, grossistes,

petits transporteurs, services privés et publics), pour concevoir, avec eux, les stratégies d'amélioration.

Success stories

La prise en compte de **l'environnement** dans les différents programmes continue à **porter ses fruits**, notamment sur les Plateaux Batéké, où le GI-agro a contribué à la **réussite d'un projet pilote national de lutte contre la déforestation (REDD+)**, une centaine de ménages s'est appropriée l'agroforesterie.

L'agroforesterie est aussi au centre des projets en partenariat avec l'APAF (Association pour la Promotion des arbres fertilisateurs, de l'agroforesterie et la foresterie), débutés en 2015 au Sénégal. Le recours aux engrais chimiques et pesticides, loin de garantir la sécurité alimentaire, entraîne des problèmes de santé, de pollution des sols et de l'eau, et de dégradation des sols cultivables. L'agroforesterie, réactualisation de techniques ancestrales de culture, utilise la combinaison vertueuse d'espèces dans les champs, qui fertilise naturellement les sols, les enrichit et les structure.

La participation d'ULB-Coopération au projet de **synergie « PREPAR »** a également eu un effet favorable sur les aspects environnementaux, aboutissant à Kisangani à la réalisation d'un **documentaire de plaidoyer sur la forêt communautaire d'Uma**. Ce projet a également permis un **partenariat avec le WWF-Belgique et l'ONFi**, pour **capitaliser les modèles agricoles durables** testés dans la région de Kisantu.



Lavage du manioc, RDC

Burkina Faso

Localisation

Les interventions se situent dans la province du Sanmatenga sur le territoire des communes rurales de Barsalogho, Dablo et Pensa. Elles couvrent le territoire du district sanitaire de Barsalogho, qui a une superficie de 3.690 km² et est situé à 150 km de Ouagadougou et à 45 km de Kaya. Cette zone représente 1,3% de la superficie du Burkina et 1% de sa population (167.477 habitants lors du recensement de 2009). Cette région particulièrement démunie, subit les effets cumulés des changements climatiques et de la pression démographique.

Partenaire

L'Association Impulsion, notre partenaire, a été fondée en 2004. Son siège social est situé à Ouagadougou. Néanmoins, elle intervient principalement dans le district sanitaire de Barsalogho, où elle dispose de bureaux et d'un atelier de transformation.

Eau potable, électricité, aménagement et exploitation durable de forêts

En 2015, le projet a contribué à l'amélioration de l'accès à l'eau potable par un **temps d'attente aux pompes diminué par 10**, sur une zone de 4.000 km², dans la commune rurale de Barsalogho. Les réalisations de 2015 se sont concentrées sur la consolidation du système de gestion des adductions d'eau et sur les réseaux d'irrigation.

Sur la même zone, le projet a permis l'accès à **l'électricité continue** par la production et distribution d'électricité, avec des impacts positifs sur la santé (opérations chirurgicales), l'éducation (lumière à la tombée du jour), l'alimentation (conservation des aliments) et le développement économique de la zone.

La protection et l'aménagement du massif forestier de Korko (24.000 ha) ont été poursuivis en 2015 : inventaires forestiers, plantation de haies vives, pare-feu, points d'eau... 6.000 ha ont été aménagés l'an dernier.

Le projet vise l'exploitation durable de produits forestiers ligneux (bois de chauffe et bois d'œuvre) et non-ligneux (300 tonnes de produits transformés en 2015), ainsi que la formation en gestion forestière.

Groupes cibles : 180.000 habitants

Budget total : 1.039.000 euros dont 418.850 euros en 2015

Bailleurs : DGD, CNCD, loterie nationale, donateurs privés

Mini-réseaux ERD au gasoil-huile de Jatropha dans le Nord du Sanmantenga (UE et DGD)

Deux nouveaux villages, Foubé et Ankouna ont été électrifiés en 2015. Ceci porte le nombre de villages électrifiés de notre projet à quatre.

Les systèmes de gestion et de maintenance des réseaux ont été consolidés.

La zone couverte par notre projet dépasse la moyenne nationale d'accès à une source d'énergie moderne, avec un taux de couverture de 12,1 %.

Groupes cibles : 850 clients et 22.000 bénéficiaires

Budget total : 711.000 euros (2011-2015)

Bailleurs : DGD, UE



Adduction d'eau, Burkina Faso

Satisfactions

Nous avons mis en service **deux réseaux** de distribution décentralisés d'électricité supplémentaires, ce qui nous amène à un **total de 4**. Le taux d'accès à une source d'énergie moderne dépasse ainsi la norme nationale en zone rurale.

La population bénéficie maintenant d'une **distribution d'électricité et d'eau continue** grâce aux systèmes de gestion des adductions d'eau et de distribution de l'électricité qui sont performants et autonomes.

Un quart de la superficie, soit **6.000 ha**, du massif forestier de Korko ont été aménagés et protégés (haie vive, pare-feu, point d'eau...). Les inventaires forestiers permettront aux groupements de gestion forestière d'exploiter durablement cette réserve de bois de chauffe et de bois d'œuvre.

Près de **300 tonnes** de produits forestiers non ligneux ont été transformés dans un atelier rural. Il s'agit d'une nouvelle source de revenus pour les populations et d'une opportunité entrepreneuriale.

Difficultés rencontrées

Nous avons subi de nombreux retards administratifs dans l'octroi des concessions d'exploitation et des affermage.

Le prix de revient trop élevé de l'huile de Balanites, qui contraint d'abandonner le projet d'utiliser du biocarburant dans les groupes électrogènes, dans un circuit court.

Perspectives

Notre plus grand défi consistera à **aménager une 3^{ème} forêt** du massif forestier de Korko tout en exploitant durablement les forêts déjà aménagées ; à **réaliser deux nouvelles adductions d'eau** dans les villages électrifiés et à mettre au point le processus de **transformation d'un aliment pour bétail** à base des résidus

de pressage et de valorisation des coques en briquettes de chauffage.

L'ambition est de rechercher avec et au bénéfice des populations, des solutions de **valorisation durable des ressources naturelles renouvelables** disponibles dans la zone d'intervention, notamment les produits forestiers non-ligneux afin d'assurer le maintien du massif forestier de Korko tout en améliorant la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. Il s'agit dès lors d'identifier les filières porteuses (graines oléagineuses, gommés, miel...) et de mettre en place les facteurs favorables à leur développement : gestion durable de la ressource, organisation de la collecte, processus de transformation, conservation des produits, organisation de la filière, accès aux marchés, amélioration des connaissances des acteurs, répartition équitable des plus-values...

Success Story

Le **film réalisé** par l'agence burkinabé Xzotik illustre les apports bénéfiques d'une **électrification rurale décentralisée** dans des villages jusque-là dépourvus de l'accès à une source d'énergie moderne.

Le **financement principal**, obtenu en juin 2011, auprès de la facilité énergie de l'**UE** a permis au projet de se déployer dans **quatre villages ruraux** (à Barsalogho, à Dablo, à Foubé et à Ankouna). Ainsi, ces réseaux d'électrification décentralisés fournissent de **l'électricité à plus de 800 clients** au nombre desquels : des centres médicaux, dont un hôpital de district, des écoles primaires et secondaires, des administrations (mairies, préfectures...), des petits commerçants et artisans et bien entendu des ménages. La plupart des pompes immergées, alimentant les adductions d'eau, sont aussi raccordées à ces réseaux.

Maintenir ces **réseaux décentralisés, moteurs de développement local**, en état de fonctionner est un **défi quotidien**. L'Association Impulsion, partenaire local,

s'assure de la bonne maintenance des groupes, de la fourniture en carburant, du paiement des factures des clients, de l'octroi des subventions locales...

L'expérience ainsi acquise démontre que la distribution d'électricité peut être régulière et financièrement accessible pour la population.

Par ailleurs, la volonté d'utiliser du **bio-carburant, produit localement**, a ouvert un nouveau potentiel de **développement économique** dans une région particulièrement démunie. Affaire à suivre donc...



Électrification, Burkina Faso

Cameroun

Localisation

Nos actions se situent dans le département de la Ménoua, à l'Ouest du Cameroun, principalement dans les entités communales constitutives du département à savoir Dschang, Fokoué, Fongo Tongo, Nkong-zem, Santchou et Penka Michel. Elles couvrent une superficie de 1380 km² pour une population de 372.244 habitants.

Partenaire

Notre partenaire est le **GADD** : Groupement d'Appui pour le Développement Durable. Cette ONG de développement de droit camerounais, a été créée en 2003 et est basée à Dschang à l'ouest du Cameroun.

Valorisation de la filière du raphia

Le projet s'articule autour de la **préservation**, de la **régénération** et de l'**exploitation durable** des raphiales, menacées par l'extension des cultures maraîchères dans les bas-fonds. Il vise essentiellement à sensibiliser les populations et les autorités sur la richesse écologique, sociale et économique de cette ressource naturelle et à redynamiser tous les acteurs de cette filière.

En 2015, nous avons atteint les résultats suivants :

- **15 hectares** de raphiales ont été régénérés et remis en exploitation.
- Un premier **marché** temporaire des produits et sous-produits de la filière raphia a impliqué tous les acteurs concernés : une cinquantaine d'artisans, les autorités locales, les services déconcentrés... Les carnets de **commandes** se sont remplis.
- Un **public très varié a été sensibilisé** sur l'importance de cette ressource végétale dans l'économie et la vie sociale des habitants.
- Le processus de **stabilisation de la sève** de raphia a été mis au point.

Groupes cibles : 50 acteurs accompagnés et 372.000 habitants

Budget total : 462.000 euros dont 177.500 euros en 2015

Bailleurs : DGD et donateurs privés

Satisfactions

Les acteurs de la filière raphia identifiés sont motivés à rechercher des pistes d'amélioration de leur situation : des artisans se sont montrés volontaires pour transmettre leur savoir-faire aux générations futures et les bases de développement des activités d'embouteillage et de commercialisation de la sève de raphia ont été mises en place.

Difficultés rencontrées

Nous avons rencontré un problème de sous-équipement ainsi qu'un manque de fonds de roulement des artisans, qui entrave leurs capacités de production.

Perspectives

Nous avons pour défis d'ouvrir un **magasin coopératif de vente** des produits manufacturés de la filière raphia, de **concevoir un catalogue des produits** et de **garantir une répartition des plus-values**.

L'ambition en matière de valorisation des raphiales sera de mettre en place les facteurs favorables au développement durable de l'ensemble des métiers du raphia : vannerie, tissage, menuiserie, sève. Par exemple : organiser les transports de matières premières et des produits finis, structurer la vente, former aux règles d'hygiène, formaliser les initiatives entrepreneuriales...



Fabrication de paniers à base de raphia, Cameroun

Sénégal

Localisation

Le programme intervient auprès des Communautés Rurales de Koussanar, Sinthiou-Malème et Niani Toucouleur de la Région de Tambacounda au Sénégal oriental. Il est la résultante de l'élaboration participative des Plans Locaux de Développement de ces trois communautés rurales réalisés lors du programme DGD-SLCD 2011-2013.

Partenaire

Notre partenaire est l'ONG locale « Am Bé Koun – Solidarité », anciennement dénommée ICD-Tambacounda.



Maraîchage, Sénégal

Appui à l'entrepreneuriat féminin

Ce projet appuie des **groupements** d'intérêts économiques (GIE) **de femmes actives dans le maraîchage et le petit élevage biologique** et la **transformation/ commercialisation** de leurs productions. Il permet d'améliorer les **conditions de vie** des micro-entrepreneuses et de leurs familles, mais aussi il engendre une **diversification de produits alimentaires** sains pour la population.

L'année 2015 a vu la concrétisation de :

- **7 périmètres maraîchers** clôturés, dotés de puits à exhaure asine et d'unités de transformation des fruits et légumes ;
- une unité de production de **savon** ;
- une unité de production **d'huile d'arachide** ;
- une **coopérative de vente** et de promotion des **produits bios** se met en place ;
- les **partenaires et les GIE membres** ont été accom-

Budget total : 370.000 euros dont **170.00 euros** en 2015

Bailleurs : DGD, WBI, Fondation Roi Baudouin et donateurs privés

pagnés en genre et notre stratégie en la matière a été adoptée et transposée ;

- les **itinéraires techniques** de l'agroécologie et de l'agroforesterie sont bien reçus localement ;
- une **dynamique de reboisement** est initiée.

Satisfactions

Les femmes bénéficiaires de nos projets sont dans un processus permanent de formation et d'accompagnement. Elles disposent **à présent** d'outils de gestion adaptés. Les résultats quantitatifs comme qualitatifs sont très encourageants, voire parfois **supérieurs aux prévisions**.



Le partenaire et ses membres ont été accompagnés et formés sur les questions de genre.

L'enquête sur les relations partenariales a témoigné de la valeur ajoutée qu'apporte le soutien, l'écoute et l'accompagnement de ULB-Coopération au partenaire.

Difficultés rencontrées

Le maraîchage biologique est à ce jour **moins rentable** que prévu pour les raisons suivantes :

- maîtrise de l'eau : les périmètres sont dotés d'un seul puits ce qui est insuffisant pour assurer l'exhaure et l'arrosage quotidien - une recherche de solution est en cours ;
- amendement des sols : les femmes doivent encore s'approprier les techniques de compostage à base de fumure organique. Des contacts ont été pris avec la commune de St Niklas qui dispose d'une expertise dans ce domaine ;
- attaques des chenilles : l'usage des bio pesticides fabriqués par les femmes doit être complété par des produits bio plus élaborés en raison de multi-résistances observées. Leur coût est cependant plus élevé.

Par ailleurs, la question de l'analphabétisme chez certaines bénéficiaires demeure un facteur limitant.

Perspectives

Les activités s'orientent vers la **consolidation** des acquis des GIE bénéficiaires ainsi que **l'extension** du projet. L'identification de **nouvelles cibles** est en cours. Le nouveau programme quinquennal intégrera également une dimension de prévention de la malnutrition maternelle et infantile en partenariat avec l'École de Santé Publique de l'ULB.

Une évaluation externe du programme en cours est prévue afin **d'optimiser** nos interventions et l'impact de celles-ci sur l'amélioration des revenus et des conditions de vie des populations.

Dans un contexte de sols extrêmement dégradés par des décennies d'utilisations d'engrais et pesticides chimiques, afin de garantir des rendements honorables en maraîchage biologique, les travaux sur l'amélioration des techniques de compostage en climat aride seront poursuivis, ainsi que ceux sur l'usage de bio-pesticides, bio-répulsifs, de bio-fertilisants et d'arbres fertilisaires. Un partenariat est prévu avec le Laboratoire Commun de Microbiologie de l'Université Cheick Anta Diop à Dakar.

À ce jour, la région de Tambacounda demeure relativement délaissée par les acteurs de coopération internationale. Aussi, les acteurs belges de coopération intervenants dans cette zone ont exprimé la volonté de travailler mieux ensemble en élaborant des synergies et complémentarités concrètes.

Burundi

Localisation

Le programme est exécuté dans la commune de Mukike, de la province de Bujumbura rural totalisant +/- 25.000 habitants.

Partenaire

Le partenaire contractuel est la Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage de la Province de Bujumbura rural (DPAE).

Cependant, nous disposons sur le terrain d'un directeur de projet en la personne de Dieudonné Nahimana, directeur de l'ISABU et accompagné de Joël Ndayishimiye, professeur de biologie végétale à l'Université de Bujumbura.

Renforcement des acteurs de la filière semencière de pommes de terre

Le projet vise **l'amélioration durable des revenus** des groupements de paysan.e.s grâce à une augmentation de leurs productions agricoles et à la plus grande disponibilité de semences de pomme de terre de qualité certifiée.

En 2015, la situation sécuritaire, non prévisible, a ralenti significativement la mise en œuvre des activités qui étaient programmées. En outre, une sécheresse a frappé la zone en fin d'année 2015. Cependant, les activités principales de **renforcement de capacités**

ont pu être menées, de même que la poursuite de la **production de semences de qualité**. Cette dernière a notamment été garantie par le respect des itinéraires techniques et a permis l'obtention de **l'agrément** pour la commercialisation de semences de qualité certifiée. En outre, le **centre semencier**, en ruine en 2008 lorsque ULB-Coopération a démarré son intervention, est devenu le plus performant du Burundi parmi les 4 grands centres de ce type que compte le pays.

Un diagnostic sur la question du **genre** a été réalisé par une ONG locale spécialisée, et des formations dans ce domaine ont été prodiguées.



Travail des champs, Burundi



Stockage de pommes de terre, Burundi

Groupes cibles : 525 bénéficiaires (30 organisations paysannes)

Budget total : 200.000 euros dont 81.000 euros en 2015

Bailleurs : DGD et donateurs privés

Satisfactions

Les organisations sont capables de respecter les itinéraires techniques **garantissant la qualité exigée** pour la certification des semences et la FOPAMU dispose de l'agrément pour vendre des semences certifiées, agrément autorisant également la vente d'intrants subventionnés. À la fin de chaque saison, les semences produites au centre semencier de Ruzibazi sont soumises à un contrôle par les services de l'Office National de Contrôle et de Certification des Semences (ONCCS). Le Centre semencier de Ruzibazi continue à être le plus **performant** du Burundi en termes de production des semences de qualité. Les semences certifiées sont emballées et étiquetées par les services de l'ONCCS.

Un diagnostic genre a été réalisé par une ONG locale spécialisée et des **formations** ont pu être fournies.

Difficultés rencontrées

Alors que 2015 était considérée comme une année de croisière dans la réalisation des objectifs fixés par

le programme depuis le mois d'avril, le Burundi est plongé dans une **crise socio-politique** qui a provoqué de **l'insécurité** principalement dans la ville de Bujumbura et ses environs (y compris dans la zone d'intervention : la province de Bujumbura Rural).

Cette situation, non prévisible, a ralenti significativement la mise en œuvre des activités programmées. Cependant, les activités principales de renforcement de capacités des leaders de la FOPAMU et des Organisations paysannes (OP) membres ont pu être menées. De même que la production de semences de qualité au centre semencier, dans les OPs membres et non membres de la FOPAMU a été poursuivie, même si les quantités ont été en deçà des prévisions.

Perspectives

L'année 2016 sera décisive afin de rattraper les retards enregistrés. Dans le cadre du programme de **désengagement**, il s'agira notamment d'œuvrer pour **garantir l'autonomie financière** de la FOPAMU et du Centre semencier pour que les acquis du projet puissent être **pérennisés**. Il faudra aussi intéresser d'autres partenaires au développement de ce projet. En effet, si l'évaluation finale des programmes des actions de 2008 à 2014 a démontré des impacts extrêmement positifs, il n'en demeure pas moins que des besoins essentiels restent à combler (mutuelles de santé, alphabétisation, genre, etc.).

Belgique

Éducation au développement

En 2015, ULB-Coopération a organisé **14 activités d'éducation au développement (ED)** (cours méfis, préparation au départ, jeu Africa Quizz...), et en a **co-organisé 6 autres** (Journée de la coopération, Campus plein Sud...). À côté de cela, nous sommes également venus en **appui à 7 événements**. Au total, cela nous a permis de toucher **plus de 1700 personnes**. La Conférence sur l'agriculture paysanne a fortement participé à l'atteinte de cet objectif puisqu'elle fut une belle réussite en accueillant pas moins de 150 personnes.

Le lancement officiel d'ULB-Coopération, lors de la Journée de la coopération, a permis de multiplier les **contacts avec les différents acteurs du campus**. De nombreux professeurs ont également marqué leur intérêt pour notre proximité avec l'ULB. Grâce à cela, 5 cours méfis, à savoir l'accueil d'un intervenant du Sud ou hors académique dans le cadre d'un cours ont été organisés. Trois **stagiaires** ont également pu partir sur le terrain dans le cadre d'une approche de recherche-action. L'investissement du cercle étudiant **Trait d'Union** a permis l'organisation de la campagne Campus Plein Sud sur le campus d'Érasme.

Groupes cibles : Communauté universitaire : 24.000 et 1700 personnes directement touchées en 2015

Budget total 2014-2016 : 220.000 euros dont **75.000 euros** en 2015.

Bailleur : DGD

Difficultés rencontrées

Tisser de **nouveaux liens** dans un environnement universitaire reste un défi majeur pour une ONG. La **multiplicité des acteurs** et les nombreux centres d'intérêts nous incitent à multiplier et à renouveler les actions de sensibilisation et de motivation. La **volatilité** du public étudiant et le peu de temps qu'ils peuvent consacrer aux activités hors cursus impliquent une concentration de ces activités à des moments bien définis (mais rares).

Perspectives

Le défi sera de donner à ULB-Coopération une position **d'acteur incontournable de l'ULB** pour la coopération au développement et la sensibilisation aux enjeux mondiaux. L'ED proposera des stages, des mémoires, et proposera une **offre structurelle d'ECMS** (Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire) au sein de l'université pour que chaque étudiant bénéficie d'un accès aux thématiques de solidarité internationale sans empiéter sur son cursus.

Il faudra **capitaliser les activités** et les réussites avec les étudiants, afin d'en faire un exemple de mobilisation sur le campus. En intégrant ces thématiques, nous souhaitons faire de ces étudiants des acteurs de changement qui ont conscience des disparités mondiales et du monde interconnecté dans lequel ils vivent. L'université deviendrait alors un lieu d'interrogation du système et de mobilisation afin de tendre vers un monde plus juste et plus solidaire. Nous souhaitons que les étudiants deviennent des acteurs du « vivre ensemble ».

Nous réaliserons une approche plus systémique afin de toucher l'ensemble des facultés et non plus uniquement les étudiants ayant un lien avec les projets de développement.



Un de nos stagiaires sur le terrain au Burkina Faso

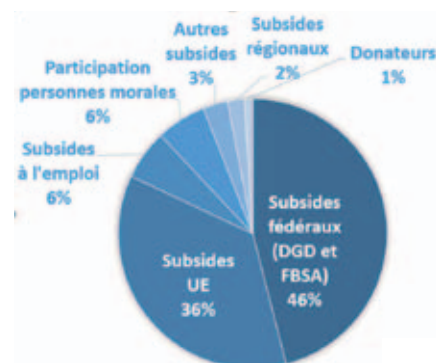
Chiffres

Finances : bilan

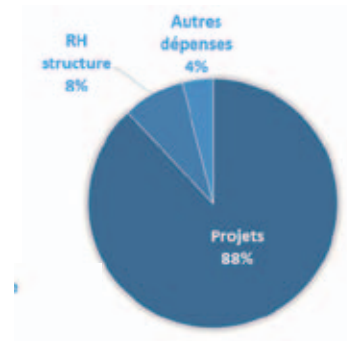
ACTIF	2015	2014	Evolution
Actifs Immobilisés	228.238	228.966	-728
Construction	226.662	227.794	-1.132
Mobilier et matériel roulant	1.577	1.171	406
Actifs Circulants	2.635.409	4.771.012	-2.135.603
Créances à plus d'un an		572.886	-572.886
Créances à un an au plus	1.451.385	2.518.670	-1.067.285
Valeurs disponibles	1.184.024	1.677.825	-493.801
Charge à reporter		1.631	-1.631
Total Actif	2.863.647	4.999.978	-2.136.331

PASSIF	2015	2014	Evolution
Patrimoine SLCD	100.748	100.748	
Bénéfice reporté	939.876	894.999	44.878
Dettes	1.823.023	4.004.231	-2.181.208
Dettes à un an au plus	109.453	199.739	-90.286
Comptes de régularisation	1.713.570	3.804.492	-2.090.922
Total Passif	2.863.647	4.999.978	-2.136.330

Répartition des sources de financement



Répartition des dépenses

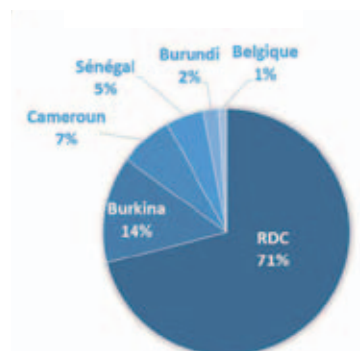


Finances : compte de résultat

	2015	2014	Evolution
Recettes d'exploitation			
Subsidés et dons	2.495.062	1.771.533	723.529
Produits d'exploitation	23.246	36.323	-13.077
Charges d'exploitation			
Services et biens divers	-278.487	-249.134	-29.353
Rémunération	-456.522	-306.577	-149.945
Amortissement	-21.410	-9.392	-12.018
Provisions pour charge (Bourse)	-1.527	2.147	-3.674
Autres charges d'exploitation	-1.677.924	-1.230.828	-447.096
Résultat d'exploitation	82.439	14.071	68.368
Produits financiers	1.189	843	346
Charges financières	-1.430	-1.139	-291
Résultat courant	82.199	13.776	68.423
Produits exceptionnels		-	
Charges exceptionnels	-37.321	-206	-37.115

Résultat de l'exercice	44.878	13.569	31.309
-------------------------------	---------------	---------------	---------------

Répartition des dépenses projet par pays



ULB-Coopération vient d'obtenir le renouvellement par la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD) de son agrément pour les dix années à venir.

La DGD poursuit les réformes qu'elle met en place pour augmenter l'efficacité des processus de financement et d'attribution de ses subsides aux ONG. En résumé, la dernière réforme a pour objectif de concentrer les efforts de la Coopération Belge au sein d'ONG ayant démontré leur capacité à en faire le meilleur usage.

Le nouveau cadre réglementaire prévoit qu'un agrément peut être octroyé pour les dix années à venir par le Ministre de la Coopération au Développement à une ONG sur base d'un rapport d'expertise indépendant évaluant cette ONG sur une série de critères couvrant dix domaines, y compris en particulier :

- autonomie financière
- transparence de la gestion financière et la tenue d'une comptabilité analytique
- capacité à préparer, exécuter et assurer le suivi d'un ensemble d'actions de coopération
- efficacité des actions sur le terrain

Seules un nombre limité d'ONG ont obtenu cet agrément, gage non seulement du sérieux de leur gestion et du bon usage fait des fonds, mais également de la pérennité des actions engagées.

Utilisez le moteur de recherche alternatif

Chaque année, les moteurs de recherche tels que Google récoltent en moyenne 30 Euros par internaute grâce à la publicité. Pour que cet argent soit attribué à des projets sociaux et environnementaux plutôt qu'à des actionnaires privés, ULB-Coopération vous propose d'opter pour le moteur de recherche **Lilo**.



Chaque recherche effectuée via Lilo permet de collecter automatiquement une « goutte d'eau », qui sera **attribuée au projet de votre choix**.

Désormais, notre projet de **revalorisation du raphia au Cameroun** fait partie des projets de Lilo. La revalorisation de la filière raphia contribue à l'amélioration de l'écosystème local (soutien à l'environnement durable, création d'emplois, développement de l'économie de la commune...).

L'argent récolté grâce à Lilo permettra d'acheter du matériel et d'améliorer la production, d'organiser des marchés de produits issus de raphia et sera utilisé pour la sensibilisation et la formation de la population locale.

Soutenez l'initiative en allant sur www.uselilo.org. Laissez-vous guider pour l'installation de ce moteur de recherche alternatif et attribuez vos gouttes à notre projet « **Tout est bon dans le raphia** » !

Lilo ne collecte pas vos données personnelles et préserve votre vie privée sur internet.

Cet été, ULB-Coopération vous retrouve sur les plaines des festivals

Dans le cadre du Festival LaSemo du 8 juillet au 10 juillet dans le magnifique parc d'Enghien, nous serons présents au Forum associatif AgiTaTerre. Venez nous saluer et participer à notre activité ludique alliant coopération au développement et environnement ! Des cadeaux seront à gagner...

Plus d'infos sur www.lasemo.be



Nous serons également présents au festival Change le Monde à Virton le 16 juillet. A 16h30, venez assister au spectacle de théâtre et réconciliation « Ring de l'agro », saynète abordant la problématique de la sécurité alimentaire en faisant s'affronter différents personnages de l'agriculture mondiale sur un ring. Fous rires garantis !



Soutenez notre action : BNP : BE86 0014 8053 5450

En mentionnant dans la communication : Nom, Prénom - DON